



LE HAUT REPRÉSENTANT DE
L'UNION POUR LES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES ET LA
POLITIQUE DE SÉCURITÉ

Bruxelles, le 18.5.2022
JOIN(2022) 23 final

**COMMUNICATION CONJOINTE AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL,
AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES
RÉGIONS**

Stratégie énergétique extérieure de l'UE dans un monde en mutation

{SWD(2022) 152 final}

1. Introduction

L'Union européenne et le monde font face à **la menace existentielle du changement climatique et à une crise énergétique émergente**. Si nous n'accélérons pas la lutte contre le changement climatique et si nous n'enrayons pas la perte de biodiversité, les objectifs arrêtés à Paris se retrouveront hors de portée, tout comme la possibilité d'éviter une véritable crise climatique aux conséquences dévastatrices pour la population et l'environnement dans le monde entier.

Dans son sixième rapport, le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat conclut que les émissions mondiales de gaz à effet de serre doivent diminuer de 43 % d'ici à 2030 afin de rester sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de **limitation du réchauffement planétaire à 1,5 °C**. Comme le secteur de l'énergie joue un rôle central dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, il sera au cœur de cette transition.

Dans le même temps, la **Russie bafoue les règles internationales en livrant une guerre d'agression non provoquée et injustifiée contre l'Ukraine**. Elle bouleverse les marchés de l'énergie et de l'alimentation, déclenchant une plus grande volatilité des prix et une insécurité énergétique, avec des conséquences non seulement pour son voisinage immédiat, mais aussi pour le monde entier. Cette situation nécessite une intervention qui tienne compte à la fois des besoins à court terme de l'UE et de ses partenaires et des conséquences à long terme pour eux. L'UE est totalement solidaire de l'Ukraine et continue à soutenir son système énergétique.

La transition vers une énergie verte est le seul moyen de garantir simultanément une énergie durable, sûre et abordable dans le monde entier. L'UE est donc déterminée à garder le cap et à dialoguer avec des partenaires partout dans le monde pour encourager les pays partenaires à renforcer leur ambition climatique et à déterminer leurs trajectoires pour atteindre la neutralité climatique, mais aussi à établir des relations à long terme mutuellement avantageuses, en particulier dans le domaine de l'énergie.

L'UE poursuivra et **intensifiera son implication à travers le monde au moyen de partenariats spécifiques**. À cette fin, elle mettra en place des soutiens financiers, des aides, des transferts de technologies et/ou des relations commerciales renforcées.

Il est également nécessaire de s'engager dans cette voie au niveau européen. Malgré les mesures prises depuis la crise gazière de 2009 pour favoriser la diversification et la sécurité énergétique intérieure, l'Europe est encore trop dépendante d'un fournisseur enclin à se servir de l'énergie comme d'une arme. Afin de surmonter cette vulnérabilité, la Commission européenne a présenté, le **8 mars 2022, une communication intitulée REPowerEU**, dans laquelle elle présente un plan visant à **mettre un terme aux importations d'énergie fossile en provenance de Russie** bien avant 2030. Il est nécessaire pour ce faire de diversifier les approvisionnements énergétiques de l'UE, d'accroître les économies d'énergie et l'efficacité énergétique et d'accélérer la transition vers une énergie verte.

Toutes ces mesures visent à relever les défis d'un **monde et d'un paysage énergétique en rapide mutation**. Au cours des années et des décennies à venir, de nouvelles possibilités de production d'énergie apparaîtront, de même que de nouvelles structures d'échanges et de nouveaux besoins en matière de transport. Tandis que le commerce de produits énergétiques conventionnels diminuera progressivement, de nouveaux produits comme l'hydrogène et l'ammoniac commenceront à faire l'objet d'échanges internationaux et la demande de technologies à faibles émissions augmentera. De nouvelles normes et de nouveaux accords de gouvernance seront nécessaires pour construire des partenariats plus fiables et mutuellement avantageux grâce à une approche fondée sur des règles.

L'Union européenne doit être prête à intervenir et à façonner ce nouvel environnement en mutation. **L'Europe aura de nouvelles occasions** de mettre à profit son avance dans le domaine des technologies vertes et de promouvoir un développement plus juste et plus durable à travers le monde, mais elle devra aussi relever de nouveaux défis pour sa sécurité énergétique et la résilience de ses chaînes d'approvisionnement, en particulier en ce qui concerne les matières premières critiques, essentielles à la transition énergétique.

De la même façon, la crise est l'occasion pour de nombreux pays de s'affranchir d'un développement à forte intensité de carbone et de profiter d'une économie plus verte et plus égalitaire permettant à des millions de personnes d'avoir accès à l'énergie. **Conformément à l'ODD 7, l'UE s'emploiera à assurer une transition énergétique juste et inclusive.** La Commission européenne et le haut représentant s'associeront avec celles et ceux qui se lancent dans la transition verte et les soutiendront, en facilitant les investissements durables à long terme, notamment par l'intermédiaire de la stratégie «Global Gateway», qui constitue le plan de l'Union européenne et sa proposition fondée sur des valeurs pour la réalisation d'investissements majeurs dans le développement des infrastructures dans le monde entier.

L'UE doit donc actualiser sa stratégie énergétique extérieure, plus de 10 ans après l'adoption de la stratégie précédente, en resserrant ses relations avec ses partenaires et en consolidant sa diplomatie climatique et énergétique, conformément aux conclusions du Conseil des affaires étrangères du 25 janvier 2021.

Pour y parvenir, la politique énergétique extérieure de l'UE visera:

- **à renforcer la sécurité énergétique, la résilience et l'autonomie stratégique ouverte de l'UE en diversifiant ses approvisionnements énergétiques et en stimulant les économies d'énergie et l'efficacité énergétique;**
- **à hâter une transition énergétique juste et écologique à l'échelle mondiale afin de garantir une énergie durable, sûre et abordable pour l'UE et le monde;**
- **à soutenir l'Ukraine et d'autres pays directement ou indirectement touchés par l'agression russe;**
- **à établir des partenariats internationaux durables et à promouvoir les industries de l'énergie propre de l'UE dans le monde entier.**

2. Une politique énergétique extérieure de l'UE pour REPowerEU

Comme indiqué dans le **plan REPowerEU du 18 mai 2022**, publié parallèlement à la présente stratégie, le système énergétique de l'Europe augmentera son efficacité et passera à des sources d'énergie vertes plus rapidement que ce qui était prévu avant le début de l'agression russe contre l'Ukraine. Si **la transition vers une énergie verte est au cœur de la dynamique de l'UE en faveur de l'indépendance énergétique**, le renoncement aux combustibles fossiles russes nécessitera d'en remplacer une partie par des combustibles fossiles provenant d'autres fournisseurs internationaux, la production intérieure de pétrole et de gaz de l'UE s'étant considérablement réduite: l'UE couvre par des importations 90 % de sa consommation de gaz, 97 % de ses besoins en pétrole et 70 % de ses besoins en charbon. Étant donné que la demande de gaz de l'UE se contractera à un rythme plus rapide que prévu, et afin de réduire au minimum le risque d'investissements perdus et d'actifs délaissés, l'UE favorisera des stratégies de diversification qui englobent des investissements à la fois dans le gaz et dans l'hydrogène vert.

2.1. Diversifier l'approvisionnement en gaz de l'UE

Aujourd'hui, la Russie est le premier fournisseur de gaz de l'Europe¹. **Le plan REPowerEU vise à mettre un terme à notre dépendance à l'égard du gaz russe le plus rapidement possible.** La majeure partie de cette demande de gaz sera compensée par des énergies renouvelables, des sources d'énergie à faible teneur en carbone, l'efficacité énergétique et des économies d'énergie. Les besoins restants en gaz naturel seront couverts en diversifiant les fournisseurs.

Afin d'assurer les approvisionnements en gaz nécessaires au cours des prochaines années, **l'UE doit augmenter ses importations de gaz en provenance de sources non russes:** essentiellement du gaz naturel liquéfié (GNL) [+50 milliards de mètres cubes (m³)], mais également du gaz par gazoduc (+10 milliards de m³ ou plus). À cette fin, l'UE a lancé la plateforme énergétique de l'UE pour mutualiser la demande, coordonner l'utilisation des infrastructures et négocier avec des partenaires internationaux afin de faciliter les achats communs de gaz et d'hydrogène, comme indiqué dans la communication chapeau REPowerEU.

Cette initiative s'appuie sur le travail accompli par la Commission européenne depuis l'autonomie dernier, **en faisant appel aux principaux fournisseurs de gaz par gazoduc et de GNL de l'UE.** Ces efforts ont permis d'obtenir des livraisons mensuelles record de GNL de 12,5 milliards de m³ en avril 2022 et de 42 milliards de m³ de janvier à avril 2022. La plateforme intégrera les efforts de diversification actuellement déployés par les États membres de l'UE et sera ouverte à l'Ukraine, à la Moldavie et à la Géorgie, ainsi qu'aux Balkans occidentaux.

En vue de faciliter les efforts de diversification, la **Commission européenne et les États-Unis s'allient**² pour obtenir la livraison de volumes supplémentaires de GNL à l'UE (au moins 15 milliards de m³ en 2022 et environ 50 milliards de m³ par an jusqu'en 2030 au moins), par

¹ En 2021, plus de 40 % de la consommation totale de gaz de l'UE provenait de Russie: cela représente environ 155 milliards de mètres cubes (milliards de m³), dont 15 milliards de m³ sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL).

² [Déclaration commune de la Commission européenne et des États-Unis sur la sécurité énergétique européenne](#)

l'intermédiaire d'exportations américaines, mais également en collaboration avec d'autres partenaires internationaux. La Commission a également mis sur pied un **groupe de travail spécial avec le Canada** afin d'examiner les possibilités de livraisons de GNL et d'hydrogène dans les années à venir³.

Avant l'été, l'UE entend conclure un **accord trilatéral avec l'Égypte et Israël** pour approvisionner l'Europe en GNL. Le Japon et la Corée ont déjà réorienté un certain nombre de cargaisons de GNL vers l'Europe et les efforts se poursuivent pour utiliser cette solution à l'avenir. Le Qatar est prêt à faciliter des échanges croisés (swaps) avec les pays asiatiques. En ce qui concerne le gaz par gazoduc, la Norvège a déjà augmenté ses livraisons en Europe et **l'Algérie et l'Azerbaïdjan** ont tous deux exprimé la volonté de faire de même. L'UE entend relancer le dialogue énergétique avec l'Algérie et intensifier sa coopération avec l'Azerbaïdjan au vu de l'importance stratégique du corridor gazier sud-européen. Le renforcement de la capacité du gazoduc transadriatique (TAP) permettrait d'augmenter l'approvisionnement en gaz de l'UE et des pays des Balkans occidentaux.

Les pays d'Afrique subsaharienne, et en particulier d'Afrique de l'Ouest, comme le Nigeria (qui assurait déjà 15 % des importations de l'UE en 2021), le Sénégal et l'Angola, offrent également un potentiel de GNL inexploité. Une mise en œuvre intégrale et efficace du plan d'action global commun faciliterait une réflexion spécifique sur la possibilité pour l'Iran de devenir un fournisseur de gaz fiable pour l'Europe.

L'UE s'emploiera à ce que les approvisionnements supplémentaires en gaz de la part des fournisseurs existants comme des nouveaux fournisseurs s'accompagnent d'**actions ciblées visant à lutter contre les fuites de méthane et contre le dégazage et le torchage**, en créant une liquidité supplémentaire sur les marchés mondiaux, tout en garantissant des avantages considérables sur le plan climatique. À cette fin, l'UE coopérera avec ses partenaires pour l'approvisionnement en combustibles fossiles en vue de réduire les émissions de méthane. Au moins **46 milliards de m³ de gaz naturel sont perdus⁴ chaque année** par éventage et torchage dans les pays qui pourraient fournir ce gaz à l'UE. La technologie permettant de capturer la majeure partie de ce méthane (principal composant du gaz naturel) de manière durable et économique existe. L'UE est prête à fournir une assistance technique à ses partenaires afin de mettre en place des **systèmes mutuellement avantageux selon l'approche «vous collectez/nous achetons»**.

L'UE réunira également des partenaires tels que la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque mondiale afin de créer des incitations à la collecte rapide des gaz fossiles gaspillés, notamment le méthane, en regroupant ces pertes pour constituer des produits pertinents qui pourront être vendus à des acheteurs internationaux.

³ Déclaration conjointe de la présidente von der Leyen et du Premier ministre Trudeau

⁴ 46 milliards de m³ par an est l'estimation de base de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui repose sur des hypothèses de bonnes pratiques.

L'effort de diversification de l'UE s'inscrit dans un contexte de hausse de la demande mondiale et de prix élevés du GNL. Ces actions doivent tenir compte des intérêts des partenaires mondiaux.

Compte tenu de l'évolution à moyen terme du bouquet énergétique au sein de l'UE et dans ses pays partenaires, l'UE **encouragera des partenariats énergétiques élargis**, en combinant la coopération dans le domaine du gaz à une coopération énergétique à long terme sur l'hydrogène, les gaz renouvelables (y compris le biométhane) et d'autres sources d'énergie verte afin d'éviter les actifs délaissés et d'assurer la transition écologique.

La politique énergétique de l'UE visera également à garantir l'ouverture, la flexibilité, la liquidité et le bon fonctionnement des marchés mondiaux du GNL, en collaborant avec les principaux pays producteurs (États-Unis, Australie, Qatar, Nigeria, Égypte, etc.) et consommateurs (Chine, Japon, Corée). Le G7, le G20, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et d'autres enceintes internationales offrent des possibilités à cet égard.

Actions clés:

- **faire en sorte que la plateforme énergétique de l'UE et ses plateformes régionales deviennent rapidement opérationnelles;**
- **mettre pleinement en œuvre les déclarations communes avec les États-Unis et le Canada;**
- **négoier des engagements politiques avec les fournisseurs de gaz existants ou les nouveaux fournisseurs afin d'augmenter les livraisons de gaz en Europe;**
- **mettre en place des systèmes de captage et de négoce de gaz naturel et de méthane selon l'approche «vous collectez/nous achetons».**

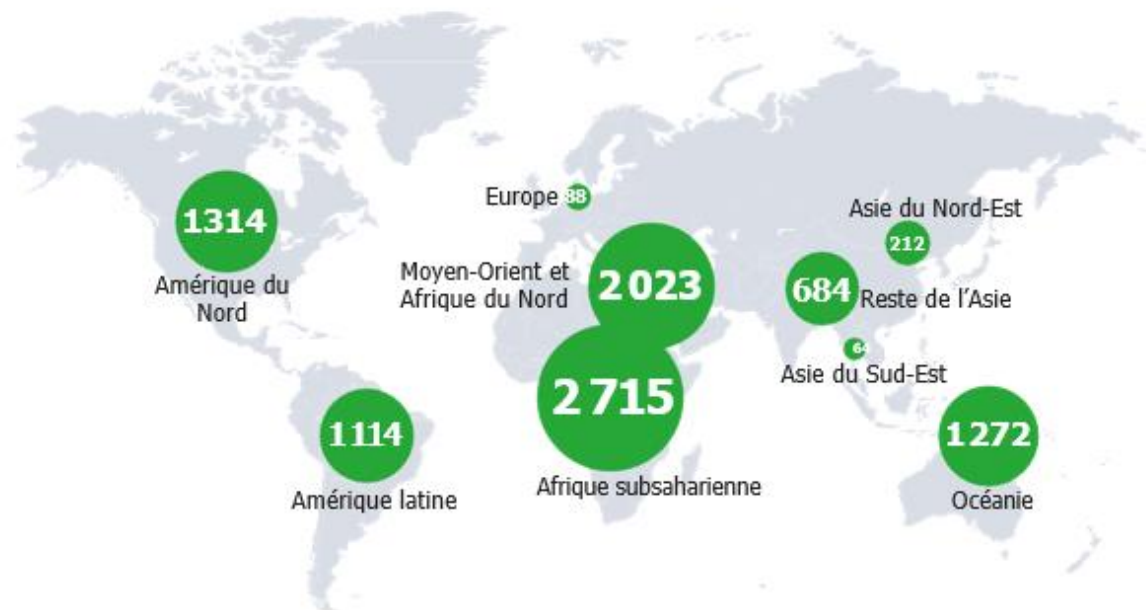
2.2. Préparer l'UE au commerce de l'hydrogène renouvelable

Selon le plan REPowerEU, un volume supplémentaire de 15 millions de tonnes d'hydrogène renouvelable — en plus des 5,6 millions de tonnes déjà prévues dans le cadre de l'initiative *Ajustement à l'objectif 55* — peut remplacer environ 27 milliards de m³ de gaz russe importé d'ici à 2030. Ce volume inclut **10 millions de tonnes d'hydrogène importé**.

La capacité de production d'hydrogène renouvelable est répartie de manière bien plus équitable dans le monde que les réserves de pétrole et de gaz compte tenu des ressources éoliennes et solaires mondiales. Toutefois, ce marché doit encore être développé et nécessite, à l'échelle mondiale, une augmentation notable de la production à partir de sources renouvelables ainsi que la disponibilité de l'eau.

Dans le but de faciliter les importations à concurrence de 10 millions de tonnes d'hydrogène à destination de l'UE, la Commission européenne entend conclure des partenariats en matière d'hydrogène avec des pays partenaires fiables afin de garantir des relations commerciales et d'investissement ouvertes et non faussées pour les combustibles renouvelables et bas carbone. Elle prévoit trois grands **corridors d'importation d'hydrogène depuis la région de la mer**

du Nord (Norvège et Royaume-Uni), le sud de la Méditerranée et l'Ukraine, dès que les conditions le permettront.



Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA): potentiel technique de production d'hydrogène vert à un prix inférieur à 1,5 USD/kg d'ici à 2050, en EJ.

La région du sud de la Méditerranée présente un potentiel particulièrement élevé de production d'hydrogène renouvelable. Afin de créer des possibilités avantageuses tant pour cette région que pour l'UE, la Commission européenne travaille à la mise en place d'un partenariat méditerranéen pour l'hydrogène vert entre l'UE et les pays du sud de la Méditerranée. Ces travaux s'appuient sur le nouvel agenda pour la Méditerranée et son plan économique et d'investissement et commenceront par le partenariat UE-Égypte pour l'hydrogène. Cette initiative constituerait le point de départ d'une coopération élargie en matière d'hydrogène renouvelable entre l'Europe, l'Afrique et le Golfe, autre région aux ressources abondantes pour la production d'hydrogène.

Une fois mise en œuvre en tenant compte des besoins sociaux, économiques et environnementaux locaux, la coopération dans ce domaine favoriserait la production et la consommation d'électricité renouvelable et d'hydrogène renouvelable à l'échelle locale, ainsi que la mise en place de chaînes de valeur de l'industrie verte dans les pays partenaires. Le cadre réglementaire de l'UE pour l'hydrogène devrait garantir des conditions de concurrence équitables pour l'hydrogène importé et celui issu de la production intérieure.

En Afrique subsaharienne, l'Afrique du Sud et la Namibie progressent déjà dans le développement de leur secteur de l'hydrogène renouvelable, suscitant l'intérêt de l'industrie de l'UE. Le renforcement de la coopération en matière d'hydrogène renouvelable s'inscrit également dans le cadre des contacts bilatéraux de l'UE avec des pays comme l'Égypte et le Maroc, où la Commission européenne a entamé des travaux en vue d'un partenariat vert UE-Maroc.

Des travaux sont également en cours pour établir un **partenariat stratégique avec l'Ukraine sur les gaz renouvelables**, notamment l'hydrogène et le biométhane, en vue de l'intensifier de façon significative dès que les conditions le permettront.

Dans son voisinage immédiat, l'UE est prête à soutenir le développement des réseaux grâce à la révision du règlement relatif aux réseaux transeuropéens d'énergie (RTE-E)⁵. Les projets avec des pays tiers qui contribuent de manière significative à la réalisation des objectifs des RTE-E peuvent bénéficier du statut de projets d'intérêt commun, un label attribué aux projets communs dans les domaines du transport de l'électricité, du transport de l'hydrogène, du réseau de CO₂ et des installations de stockage répondant aux normes de sécurité rigoureuses de l'UE. Parallèlement, des investissements seront nécessaires pour garantir la capacité de transport et la logistique nécessaires au transport de ces produits.

Le nouveau **marché mondial de l'hydrogène doit être fondé sur des règles communes**, notamment en ce qui concerne les normes, la certification et les bonnes pratiques réglementaires, en matière d'accès aux infrastructures et de commerce. Le cadre réglementaire de l'UE pour l'hydrogène est le plus avancé au monde. Sur la base de cette expérience, l'UE devrait être à l'initiative de l'élaboration d'un cadre solide pour un marché mondial de l'hydrogène transparent et fondé sur des règles. Dans le cadre de ce processus, il convient de tenir compte des enseignements acquis sur les marchés du gaz et du pétrole pour que ces nouveaux produits énergétiques puissent circuler librement par-delà les frontières, renforçant ainsi notre sécurité énergétique à mesure que nous nous éloignons des combustibles fossiles. Afin de donner une impulsion au marché mondial de l'hydrogène renouvelable, l'UE envisage la mise en place d'une **facilité européenne et mondiale pour l'hydrogène**, comme il ressort de la communication chapeau REPowerEU.

Actions clés:

- **conclure des partenariats pour l'hydrogène, notamment dans le voisinage de l'UE et en Afrique, afin de faciliter l'importation de 10 millions de tonnes d'hydrogène d'ici à 2030 et le développement de marchés locaux de l'hydrogène;**
- **signer un protocole de coopération sur l'hydrogène avec le Japon d'ici fin 2022;**
- **promouvoir un marché mondial de l'hydrogène fondé sur des règles et transparent, sur la base de l'expérience de l'UE;**
- **lancer les premières plateformes d'échange d'hydrogène renouvelable en Europe et en faire la référence pour les transactions libellées en euros dans le domaine de l'hydrogène;**
- **établir un partenariat stratégique avec l'Ukraine sur les gaz renouvelables en 2022;**
- **créer une facilité européenne et mondiale pour l'hydrogène.**

⁵ Règlement relatif aux réseaux transeuropéens d'énergie

2.3. Réduire la dépendance à l'égard des importations énergétiques russes autres que le gaz

Premier exportateur de pétrole au monde, la Russie expédie chaque jour 8 millions de barils. Son invasion de l'Ukraine a donc créé des turbulences et de l'incertitude sur le marché mondial du pétrole, les prix avoisinant parfois le niveau record de 150 dollars le baril.

En raison de l'invasion russe de l'Ukraine, la volatilité et les tensions observées sur le marché risquent de se prolonger et affectent non seulement l'UE, mais aussi tous les consommateurs de pétrole dans le monde, surtout les plus vulnérables. **L'UE collabore avec ses partenaires internationaux pour s'assurer que des approvisionnements en pétrole suffisants restent disponibles à l'échelle mondiale et à des prix abordables.** En collaboration avec le groupe des ministres de l'énergie du G7, l'UE demande aux pays producteurs de pétrole d'envisager une augmentation de leurs livraisons sur le marché mondial en utilisant pleinement les capacités inutilisées disponibles.

Dans ce contexte, la mise en œuvre intégrale et efficace du plan d'action global commun faciliterait l'entrée sur le marché des approvisionnements disponibles de pétrole iranien, ce qui permettrait d'atténuer la pression de l'offre et la volatilité des prix. Publiée parallèlement à la présente stratégie, la communication sur le partenariat stratégique avec le Golfe définit l'approche de l'UE en vue de renforcer ses relations avec les pays du Conseil de coopération du Golfe riches en ressources pétrolières.

Dans le même temps, les membres de l'AIE ont décidé à l'unanimité de puiser dans les **stocks de sécurité** pour libérer 120 millions de barils, ce qui constitue la plus grande mise en circulation de stocks de l'histoire de l'AIE. Cela montre à quel point il est important de disposer de stocks de sécurité pour amortir les chocs. Si les décisions relatives à la mise en circulation de stocks relèvent de la compétence des États membres, l'expérience acquise dans le cadre du processus collectif de l'AIE démontre l'utilité de l'UE, qui joue un rôle de coordination si des déstockages supplémentaires se révèlent nécessaires.

En avril 2022, l'UE a décidé de mettre un terme à toutes les importations de charbon en provenance de Russie, dans le cadre de sa cinquième série de sanctions. Il s'agit donc, pour faire face à la crise à court terme, de remplacer 44 à 56 millions de tonnes de charbon par an, en grande partie au moyen d'importations. À plus long terme, le charbon sera progressivement supprimé au sein de l'UE, dans la plupart des pays d'ici à 2030. À la suite de l'adoption de **l'embargo de l'UE sur le charbon russe**, les prix au sein de l'UE ont augmenté d'environ 15 % et atteignent désormais 325 EUR par tonne, mais l'approvisionnement en charbon ne devrait pas rencontrer de difficultés majeures, les prix en vigueur fin avril ayant retrouvé le niveau d'avant l'embargo.

La **diversification des approvisionnements en combustible des centrales nucléaires** constitue un volet important des travaux, étant donné que certains États membres de l'UE sont encore totalement dépendants du combustible nucléaire russe. L'UE aidera les entreprises nucléaires à accélérer le processus de délivrance d'autorisations pour les combustibles de

substitution destinés aux réacteurs VVER de conception russe⁶ et collaborera avec des organisations nucléaires internationales telles que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN) sous les auspices de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) dans le but de renforcer la coopération dans le domaine de la sécurité d'approvisionnement. La collaboration est déjà en cours avec des partenaires comme le Canada.

Actions clés:

- **collaborer avec le G7, le G20 et d'autres enceintes internationales et travailler au niveau bilatéral avec les pays concernés afin d'assurer l'approvisionnement et le bon fonctionnement des marchés pétroliers;**
- **poursuivre le dialogue avec l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) afin de garantir la stabilité et l'accessibilité financière sur le marché pétrolier;**
- **coordonner la réponse de l'UE face à la pression sur les marchés pétroliers, y compris la mise en circulation éventuelle de stocks pétroliers dans le cadre de l'action commune de l'AIE ou de la réaction de l'UE aux ruptures d'approvisionnement;**
- **accélérer la diversification des approvisionnements en combustibles des centrales nucléaires, notamment en coopération avec Euratom⁷.**

2.4. Donner la priorité aux économies d'énergie et à l'efficacité énergétique

Dès lors que l'UE s'affranchit de l'approvisionnement énergétique russe, elle **privilégiera les économies d'énergie et l'efficacité énergétique**, l'objectif étant de réduire de 5 % la demande de pétrole et de gaz à court terme. Cette démarche permettra de diminuer la pression des prix et de la demande sur les marchés mondiaux. L'UE travaillera également avec ses partenaires internationaux pour **faire des économies d'énergie et de l'efficacité énergétique une priorité mondiale**. En collaboration avec d'autres pays développés, l'UE s'attachera particulièrement à réduire la consommation d'énergie, en s'appuyant notamment sur la campagne «Playing My Part» de l'AIE.

L'efficacité énergétique présente de nombreux avantages environnementaux, sociaux et économiques. Dans le scénario «zéro émission nette» de l'AIE, l'économie mondiale enregistre une croissance de 40 % d'ici à 2030, mais utilise 7 % d'énergie primaire en moins et les solutions pour y parvenir sont déjà prêtes sur le plan technique, rentables et disponibles pour tous les secteurs. Les plus grands gisements d'économies d'énergie résident dans le chauffage et le refroidissement des bâtiments publics et privés. D'importantes économies d'énergie supplémentaires peuvent être réalisées grâce à des processus plus efficaces, à la transition vers

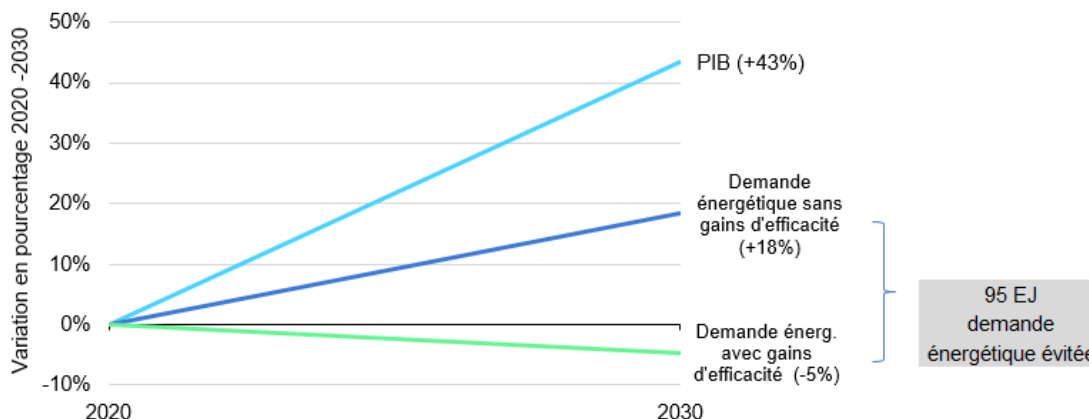
⁶ L'abréviation russe VVER signifie «réacteur de puissance à caloporteur et modérateur eau».

⁷ Une nouvelle action sera prévue dans la modification du programme de travail d'Euratom pour la période 2021-2022 afin de renforcer la sécurité d'approvisionnement de l'UE par la recherche de combustibles de substitution provenant d'autres pays que la Russie pour les réacteurs de conception russe dans l'UE et en Ukraine.

l'économie circulaire et aux transports, ainsi qu'à des appareils plus efficaces, tant dans les habitations (comme les pompes à chaleur) que dans l'industrie.

La demande énergétique en 2030 pourrait être supérieure de 24 % en l'absence de gains d'efficacité

PIB et demande énergétique dans le scénario STEPS (politiques déclarées) et le scénario NZE (zéro émissions nettes d'ici à 2050), 2020-2030



Doubler le rythme des améliorations dans le domaine de l'intensité énergétique au cours de la prochaine décennie contribue à réduire la demande d'énergie de 95 EJ

AIE: doubler le rythme des améliorations dans le domaine de l'intensité énergétique au cours de la prochaine décennie contribue à réduire la demande d'énergie de 95 EJ.

L'UE a acquis une certaine **expérience en matière de réglementation, de législation, de normalisation et d'étiquetage** qui peut constituer une source d'inspiration pour de nombreux pays. L'UE promouvra ces normes et pratiques à l'échelle internationale, tout en tenant compte de la situation particulière de ses partenaires. Il est également indispensable de mobiliser d'importants **investissements de capitaux** de la part des secteurs public et privé. Les bonnes pratiques de l'UE en matière de financement de l'efficacité énergétique peuvent être partagées et généralisées, en étroite collaboration avec les institutions financières et les partenaires internationaux.

Le cas des fuites de méthane illustre que les mesures d'économie d'énergie peuvent être des mesures à coût négatif: les technologies actuelles permettent d'arrêter jusqu'à 70 % des émissions de méthane provenant des secteurs du pétrole, du gaz et du charbon, dont près de la moitié de manière rentable ou sans frais⁸.

La Commission européenne a déjà adopté une **stratégie de l'UE pour réduire les émissions de méthane**⁹ ainsi qu'une proposition législative visant à lutter contre les émissions de méthane

⁸ Selon les estimations de l'AIE, il est techniquement possible d'éviter environ les trois quarts des émissions actuelles de méthane provenant des activités pétrolières et gazières à l'échelle mondiale. De façon encore plus significative, 40 % environ des émissions actuelles de méthane pourraient être évitées pour un coût net nul.

⁹ Stratégie de l'UE pour réduire les émissions de méthane, COM/2020/663

dont la dimension internationale est incontestable. Au niveau international, l'UE et les États-Unis ont établi ensemble l'**engagement mondial concernant le méthane**¹⁰. Les pays qui y participent s'engagent à réduire collectivement leurs émissions de méthane d'au moins 30 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2020. Plus de 110 pays ont déjà adhéré à cet engagement, ce qui représente environ la moitié des émissions mondiales de méthane d'origine humaine.

- **Actions clés: collaborer avec les partenaires pour faire de l'efficacité énergétique et des économies d'énergie une priorité mondiale;**
- **soutenir la transition mondiale vers une économie plus circulaire afin de réduire la consommation d'énergie;**
- **faciliter la disponibilité et l'accessibilité du financement pour les investissements en matière d'efficacité énergétique et d'économies d'énergie;**
- **mettre en œuvre l'engagement mondial concernant le méthane et la dimension extérieure de la stratégie de l'UE relative au méthane.**

3. Soutenir les partenaires touchés par l'invasion russe de l'Ukraine

L'agression militaire russe dans toutes ses dimensions a des répercussions systémiques alarmantes sur l'économie mondiale qui souffre déjà de la pandémie de COVID-19 et du changement climatique. Les répercussions sont particulièrement dramatiques sur les pays en développement.

Selon les projections récentes de la CNUCED¹¹, l'économie mondiale devrait être marquée par une croissance du PIB inférieure d'un point de pourcentage par rapport aux prévisions en raison de l'invasion russe de l'Ukraine, qui perturbe gravement les marchés alimentaires, énergétiques et financiers déjà tendus¹². Les prix des produits de base atteignent des niveaux record: les prix du pétrole brut ont augmenté d'environ 60 %, ceux du gaz et des engrais ont plus que doublé et ceux des denrées alimentaires sont en hausse de 34 % par rapport à ceux de l'année dernière.

Selon des évaluations récentes des Nations unies, sur 1,7 milliard de personnes vivant déjà dans la pauvreté, un tiers devraient être exposées aux perturbations des systèmes alimentaires, énergétiques et financiers¹³. En conséquence, de nombreux pays en développement risquent de perdre encore du terrain sur le plan économique, tandis que leur vulnérabilité se trouve aggravée par la hausse des tensions géopolitiques et l'aggravation de l'incertitude économique.

Tenant compte de ces répercussions, **l'Union européenne utilisera tous les instruments existants pour continuer à soutenir les économies en développement**, en particulier en Afrique et dans son voisinage, afin de les aider à se remettre de la pandémie de COVID-19 et à parvenir à une croissance inclusive et durable, tout en renforçant la résilience économique

¹⁰ [Engagement mondial concernant le méthane](#)

¹¹ [Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement \(2022\), Rapport sur le commerce et le développement 2021, version actualisée de mars](#)

¹² [Nations unies, Les conséquences mondiales de la guerre en Ukraine sur les systèmes alimentaires, énergétiques et financiers](#), avril 2022

¹³ [Nations unies – Groupe de réponse aux crises mondiales](#)

nécessaire pour résister à ces chocs et à la crise du changement climatique. Les efforts déployés par l'UE en vue de soutenir une transition énergétique juste et écologique à l'échelle mondiale, présentés au chapitre 4, sont au cœur de cette démarche. L'UE surveillera et s'efforcera d'atténuer les conséquences de l'agression russe sur ses partenaires grâce à des collaborations bilatérales et multilatérales et œuvrera en faveur d'une réaction mondiale unifiée.

3.1. Réalimenter le système énergétique de l'Ukraine et coopérer avec le voisinage immédiat

Depuis le début de l'agression militaire russe, l'aide à l'Ukraine et aux autres nations directement touchées par ce conflit occupe une place centrale dans la politique énergétique de l'UE. L'UE s'efforce de garantir des approvisionnements énergétiques sans interruption et d'assurer la sûreté nucléaire en Ukraine. La **synchronisation du réseau électrique de secours** avec l'Ukraine et la Moldavie constitue une étape majeure pour garantir la sécurité de l'approvisionnement. La prochaine priorité politique est de permettre les échanges d'électricité avec l'UE sur la base d'une augmentation progressive des capacités d'échange.

Les **flux inversés** permettent déjà aujourd'hui d'acheminer du gaz de Slovaquie et de Hongrie vers l'Ukraine. L'ouverture à l'Ukraine, à la Moldavie, à la Géorgie et aux Balkans occidentaux de la **plateforme d'achats communs d'énergie de l'UE** destinée à garantir l'approvisionnement en gaz, en GNL et en hydrogène témoigne aussi clairement de l'appui de l'UE. Les équipements énergétiques endommagés en Ukraine sont réparés grâce à l'acheminement d'équipements énergétiques spécialisés depuis les États membres vers l'Ukraine par l'intermédiaire du mécanisme de protection civile de l'UE. Les produits que les États membres ne peuvent pas fournir sont achetés par l'intermédiaire du Fonds de soutien à l'Ukraine dans le domaine de l'énergie, créé par la Communauté de l'énergie.

En vue de permettre à l'avenir l'intégration pleine et entière du marché ukrainien de l'énergie, l'UE fournit un soutien technique pour procéder à des réformes du marché. Ces réformes contribueront également à une meilleure intégration des énergies renouvelables et à un alignement sur les ambitions de l'UE en matière de climat. Ces travaux interviennent dans le **cadre de l'accord d'association et du partenariat stratégique UE-Ukraine**. La Communauté de l'énergie et le nouveau groupe de travail sur l'énergie en Ukraine jouent un rôle important à cet égard.

La **sûreté nucléaire reste une priorité majeure**, surtout au vu des comportements inconsidérés de la Russie sur les sites nucléaires ukrainiens. L'UE agit en concordance totale avec les efforts déployés par l'Agence internationale de l'énergie atomique en vue de garantir en tout temps la sûreté des installations nucléaires ukrainiennes. L'UE mobilise son instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire pour répondre à des besoins urgents et rétablir la sûreté nucléaire en vue de respecter le cadre juridique international et maintient le soutien qu'elle accorde depuis longtemps à l'autorité de réglementation ukrainienne. Elle est prête à contribuer à la reconstruction des capacités nécessaires en matière de sûreté nucléaire.

Dans une perspective d'avenir, l'UE a exposé son approche à l'égard du cadre de reconstruction à plus long terme dans la communication sur l'aide immédiate et l'aide à la reconstruction de l'Ukraine¹⁴. L'UE collaborera avec l'Ukraine en vue de préparer l'**initiative REPowerUkraine**, afin de «mieux reconstruire» le système énergétique ukrainien, dans le but de décarboner le secteur énergétique ukrainien et de garantir ainsi l'indépendance énergétique de ce pays. Il convient de mettre l'accent sur l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, l'hydrogène renouvelable, le biométhane et les infrastructures pérennes. L'UE soutiendra ce processus sur le plan financier et technique.

En ce qui concerne les **Balkans occidentaux**, l'UE continuera de soutenir le **programme environnemental et l'indépendance énergétique de la région, en promouvant les réformes** qui permettent à ces pays de progresser sur leur trajectoire européenne. Avec le soutien de la Commission européenne, la Communauté de l'énergie s'emploie à définir les objectifs en matière d'énergie et de climat à l'horizon 2030. Cette démarche enverra des signaux d'investissement appropriés et garantira un engagement politique propice à l'abandon progressif du charbon et à la transition énergétique en général. La mise en œuvre des principaux actes juridiques adoptés par la Communauté de l'énergie en novembre 2021 permettra une meilleure intégration des énergies renouvelables, du stockage et de la participation active de la demande.

L'UE proposera d'**intégrer pleinement les Balkans occidentaux à son marché intérieur de l'électricité** afin de permettre le passage à la production d'énergie renouvelable et la décarbonation de l'approvisionnement en énergie en Europe du Sud-Est. L'introduction progressive d'une tarification du carbone pourrait contribuer à un meilleur alignement sur l'UE.

Actions clés:

- **soutenir la réparation et la reconstruction des infrastructures énergétiques en Ukraine;**
- **accroître la capacité transfrontalière afin de permettre le négoce de l'électricité;**
- **faciliter les flux inversés de gaz vers l'Ukraine en passant par la République slovaque, la Hongrie et la Pologne ainsi que vers la Moldavie et l'Ukraine par l'intermédiaire de la Roumanie (gazoduc transbalkanique);**
- **inviter l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie et les pays des Balkans occidentaux à participer à la plateforme européenne d'achat de gaz;**
- **accélérer les réformes nationales et les initiatives phares dans le domaine de l'énergie figurant dans les plans économiques et d'investissement pour les Balkans occidentaux et le partenariat oriental, adaptées en fonction de la situation actuelle, afin d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables, d'assurer une transition vers une énergie verte et de contribuer à réduire la dépendance à l'égard du gaz russe;**

¹⁴Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions: Aide immédiate et aide à la reconstruction de l'Ukraine, COM/2022/233.

- **tirer parti du cadre de la Communauté de l'énergie afin d'encourager l'adoption d'objectifs ambitieux en matière d'énergie et de climat et les réformes du marché, ainsi que pour stimuler les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique;**
- **lancer l'initiative REPowerUkraine pour garantir l'approvisionnement énergétique et reconstruire le secteur énergétique ukrainien après la guerre.**

4. Mener et accélérer une transition énergétique juste et écologique à l'échelle mondiale

La transition vers une énergie verte est essentielle pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C, pour stimuler la croissance, offrir des possibilités et améliorer les conditions de vie dans le monde entier, ainsi que pour atténuer les risques en matière de prix et de sécurité énergétique. Si l'on adopte le scénario conduisant à une hausse de la température de 1,5 °C, **la croissance du PIB jusqu'en 2030 devrait être supérieure de 2,3 % à ce qu'elle serait dans un scénario de statu quo et 85 millions d'emplois liés à la transition énergétique devraient être créés¹⁵.**

L'UE est résolue à **mener et à accélérer la transition écologique mondiale** et à soutenir ses partenaires internationaux dans ce processus. Il s'agit notamment de collaborer dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et des économies d'énergie, de l'économie circulaire, de la croissance verte, de la protection des ressources naturelles, des matières premières critiques, des technologies propres et des infrastructures pérennes.

La Commission européenne et le haut représentant de l'UE ont lancé la stratégie «**Global Gateway**», une nouvelle stratégie européenne visant à développer des liens intelligents, propres et sûrs dans les domaines du numérique, de l'énergie et des transports et à renforcer les systèmes de santé, d'éducation et de recherche dans le monde entier, conformément au programme 2030 des Nations unies et à l'accord de Paris. La stratégie «**Global Gateway**» — qui comprend une forte impulsion en faveur de la transition vers une énergie verte — sera mise en œuvre dans le cadre d'une approche «**Équipe Europe**», rassemblant l'UE, ses États membres et leurs institutions financières et de développement, dont la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), en vue de mobiliser jusqu'à 300 milliards d'euros d'investissements au cours de la période 2021-2027.

L'UE soutient également la transition écologique mondiale grâce à son financement de la lutte contre le changement climatique. Une part de 30 % de l'enveloppe de l'UE consacrée à l'aide au développement est réservée à la lutte contre le changement climatique, notamment dans le secteur de l'énergie. L'UE est sans doute le plus grand contributeur à l'engagement pris au niveau mondial par les nations les plus développées de mettre chaque année 100 milliards d'USD à la disposition du financement de la lutte contre le changement climatique, et continuera de mobiliser d'autres partenaires pour qu'ils suivent son exemple.

Pour qu'elle porte ses fruits, la transition écologique doit être juste et socialement équitable. Les aspects sociaux de la refonte des systèmes énergétiques doivent être au cœur de

¹⁵ World Energy Transitions Outlook: 1.5°C Pathway (Perspectives pour les transitions énergétiques mondiales: trajectoire vers l'objectif de 1,5 °C)

la transition, surtout dans un contexte marqué par une reprise lente, des turbulences économiques et les conséquences mondiales de l'agression russe contre l'Ukraine. Cette priorité de l'UE fait partie intégrante de sa politique énergétique extérieure. Il s'agit, d'une part, d'atténuer les conséquences sociales et économiques de l'abandon progressif des combustibles fossiles (en particulier le charbon) et, d'autre part, d'offrir de nouvelles possibilités grâce aux technologies vertes (chapitre 4.1), tout en intégrant des questions telles que l'accès à l'énergie, les subventions en faveur des combustibles fossiles, le développement des compétences et les effets distributifs de la transition.

Le charbon n'est pas le seul combustible fossile, mais il est le plus polluant et il est responsable de 40 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Il est donc au centre des efforts de l'UE en faveur d'une transition juste, qui se concentrent particulièrement sur les plus grands pays consommateurs de charbon.

Dans le prolongement de la COP26, l'UE, s'associant à deux de ses États membres, à savoir la France et l'Allemagne, ainsi qu'à ses partenaires internationaux, aux États-Unis et au Royaume-Uni, met en œuvre un **partenariat pour une transition juste avec l'Afrique du Sud** doté d'un budget de 8,5 milliards d'USD pour accélérer la décarbonation de l'économie, en mettant l'accent sur l'abandon progressif du charbon et la réduction au minimum des coûts de l'adaptation sociale du pays. L'UE étudie la possibilité de conclure des partenariats pour une transition juste avec d'autres partenaires comme le Viêt Nam, l'Indonésie et l'Inde.

En accord avec les ambitions affichées par la Chine de réduire sa dépendance à l'égard du charbon et de progresser vers son objectif de neutralité carbone d'ici à 2060, la plateforme de coopération énergétique UE-Chine (ECECP) et le dialogue annuel à haut niveau UE-Chine sur l'énergie se concentrent sur les marchés du carbone, les systèmes énergétiques, les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la coopération entre les entreprises. L'UE a également institué des dialogues en matière de travail et de politique sociale avec l'Inde, la Chine et le voisinage méridional dans le cadre de la plateforme régionale de l'Union pour la Méditerranée sur l'emploi et le travail. L'UE soutient aussi l'abandon progressif du charbon dans les Balkans occidentaux et en Ukraine dans le cadre de son initiative pour les régions charbonnières en transition.

Actions clés:

- **accélérer la transition vers une énergie verte à l'échelle mondiale en facilitant les investissements durables et la connectivité grâce à la stratégie «Global Gateway»;**
- **collaborer en matière de transition juste et d'abandon progressif du charbon avec les pays partenaires de l'UE, y compris dans le voisinage de l'UE;**
- **veiller à assurer le respect de l'engagement mondial de 100 milliards d'USD par an pour financer la lutte contre le changement climatique et utiliser la contribution de l'UE pour soutenir une transition écologique et juste;**
- **mettre en œuvre le partenariat conjoint pour la transition énergétique avec l'Afrique du Sud et étudier la possibilité d'établir d'autres partenariats mondiaux suivant ce modèle;**

- **mettre en œuvre l'initiative pour les régions charbonnières en transition en Ukraine et dans les Balkans occidentaux;**
- **harmoniser et mettre en œuvre des initiatives mondiales visant à mettre un terme aux subventions en faveur des combustibles fossiles et dialoguer à cette fin avec les pays fortement dépendants des centrales électriques au charbon;**
- **collaborer avec l'AIE, l'IRENA et l'OIT en vue de promouvoir une transition juste et inclusive à l'échelle mondiale.**

4.1. Promouvoir les technologies renouvelables et l'efficacité énergétique dans les pays partenaires

L'électricité provenant de l'énergie éolienne et solaire est désormais la solution la moins chère dans la plupart des régions du monde. Dans un monde où le réchauffement est limité à 1,5 °C, les énergies renouvelables pourraient constituer 90 % de la production mondiale d'énergie d'ici à 2050. Les marchés mondiaux représenteront une valeur estimée de 24 000 milliards d'EUR pour les énergies renouvelables et de 33 000 milliards d'EUR pour l'efficacité énergétique jusqu'en 2050¹⁶. Il s'agit d'une occasion majeure à saisir pour l'économie mondiale.

L'essor des énergies renouvelables modifiera la dynamique du système énergétique mondial. Alors que les ressources en hydrocarbures étaient concentrées dans une poignée de pays, chaque nation a le potentiel pour développer des énergies renouvelables et participer au commerce de l'énergie. À l'heure actuelle, environ 80 % de la population mondiale vit dans des pays importateurs nets d'énergie. Cette situation est appelée à évoluer.

L'UE, qui représente 9 % des émissions mondiales, a **tout intérêt à encourager l'utilisation des énergies renouvelables et à améliorer l'efficacité énergétique dans le monde entier.** Afin d'accélérer le déploiement de l'énergie photovoltaïque, la Commission européenne publie **une stratégie de l'UE en matière d'énergie solaire**¹⁷ en même temps que la présente stratégie.

Le déploiement efficace des sources d'énergie renouvelables et le renforcement de l'efficacité énergétique nécessitent une **«approche systémique» générale** tenant compte de la production, du transport et de la consommation d'électricité dans son ensemble. L'installation de capacités en matière d'énergies renouvelables est particulièrement efficace lorsqu'elle est intégrée dans des marchés régionaux ouverts et flexibles. L'UE a été la première à créer un vaste marché intégré de l'énergie et, grâce à son expérience, elle peut aider ses partenaires internationaux à accélérer leur transition.

De nombreux pays des Balkans occidentaux, du partenariat oriental et du voisinage méridional augmentent progressivement l'utilisation des énergies renouvelables dans leur région. Des pays comme l'Inde et le Maroc se sont déjà fixé des objectifs ambitieux en matière de déploiement des énergies renouvelables, objectifs qui sont mis en œuvre et renforcés dans le cadre du partenariat UE-Inde en matière d'énergie propre et de climat et du partenariat vert entre l'UE

¹⁶ [IRENA, Global energy transformation: a roadmap to 2050 \(Transformation énergétique mondiale: une feuille de route pour 2050\), 2019](#)

¹⁷ Stratégie de l'UE en faveur de l'énergie solaire, COM/2022/221.

et le Maroc. Des travaux similaires sont en cours dans le cadre du partenariat de l'UE avec la Chine (notamment sur des systèmes d'échange de quotas d'émission sur la base du système de l'UE).

Une coopération équitable et réciproque avec l'Afrique dans le domaine de l'énergie constitue une priorité importante, à la fois pour garantir l'accès à l'énergie à 570 millions de personnes actuellement dépourvues d'électricité en Afrique subsaharienne, mais aussi pour soutenir les investissements dans les systèmes énergétiques durables et le commerce de l'hydrogène renouvelable, une fois les besoins locaux couverts. D'ici à 2030, **l'initiative UE-Afrique pour l'énergie verte** vise à soutenir le déploiement d'au moins 50 GW d'électricité renouvelable, permettant ainsi de fournir un accès à l'électricité à au moins **100 millions de personnes**. En vue d'atteindre cet objectif, il sera essentiel de mobiliser les investissements du secteur privé.

Dans le cadre de l'initiative «Global Gateway», l'UE mobilisera 2,4 milliards d'EUR de subventions pour l'Afrique subsaharienne et 1,08 milliard d'EUR pour l'Afrique du Nord afin de soutenir les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, la transition juste et l'écologisation des chaînes de valeur locales. Cela permettra également de soutenir le plan d'action de l'Union africaine pour la relance verte, qui vise à accroître la capacité de production d'énergies renouvelables d'au moins 300 GW supplémentaires d'ici à 2030.

L'accélération de l'utilisation des énergies renouvelables dans le monde entier est également **l'occasion de renforcer les relations commerciales**. Afin de développer leur propre potentiel en matière d'énergies renouvelables, la plupart des pays du monde ont besoin d'accéder à des technologies innovantes, à des connaissances et à des capitaux, et l'industrie européenne des technologies vertes est bien positionnée pour participer à ces efforts. La moitié de l'énergie éolienne mondiale provient d'éoliennes fabriquées en Europe. Les entreprises de l'UE jouent un rôle de premier plan dans des segments importants des industries du photovoltaïque, de l'hydrogène et des pompes à chaleur et rattrapent l'Asie en ce qui concerne les technologies des batteries, grâce à l'alliance européenne pour les batteries.

Pour prospérer et poursuivre sa croissance, l'industrie des technologies vertes doit pouvoir compter sur un **cadre réglementaire stable, une concurrence loyale, des investissements suffisants et des conditions de concurrence équitables sur le plan fiscal** — c'est important et avantageux dans une égale mesure pour l'UE et les acteurs locaux. La politique énergétique extérieure doit aller de pair avec la politique industrielle et commerciale de l'UE, en garantissant l'accès de notre industrie au marché et en relevant les défis au moyen d'accords de libre-échange et de mesures de contrôle de l'application des règles.

Le développement de **relations entre entreprises** nécessite une attention constante: les événements de réseautage d'affaires organisés dans le cadre du Conseil de l'énergie UE-États-Unis, dont l'un a été consacré tout récemment à l'éolien en mer, constituent un modèle à reproduire. Dans toute l'Asie (par exemple, en République de Corée et à Taïwan), des groupes de travail spécifiques ont été créés pour ouvrir de nouveaux débouchés commerciaux aux entreprises européennes du secteur des technologies vertes.

Les instruments de diminution des risques et de crédit à l'exportation sont également essentiels pour permettre l'entrée sur de nouveaux marchés. Les entreprises européennes du secteur des technologies propres sont de plus en plus en concurrence avec des entreprises étrangères qui bénéficient d'un soutien financier direct de la part de leurs gouvernements. La Commission mettra au point une **stratégie de l'UE en matière de crédits à l'exportation** à l'avantage des entreprises du secteur des technologies vertes afin de favoriser l'égalité des conditions de concurrence pour les entreprises de l'UE sur les marchés des pays tiers. La Commission désire également une modification des règles de l'OCDE permettant de créer davantage d'incitations en faveur des crédits à l'exportation pour les technologies respectueuses du climat.

Actions clés:

- **accélérer le déploiement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans le monde entier, y compris dans les Balkans occidentaux, en Afrique, en Méditerranée et dans la région indo-pacifique;**
- **mettre en œuvre l'initiative UE-Afrique pour l'énergie verte, qui sera mutuellement avantageuse pour les deux parties;**
- **soutenir la transition écologique en Asie centrale au moyen d'une initiative régionale «Équipe Europe» sur l'environnement/l'énergie/l'eau;**
- **accroître le déploiement des énergies renouvelables dans les villes et dans les municipalités rurales, par exemple grâce à la mission «transition urbaine» de l'initiative Mission Innovation;**
- **faire progresser les technologies propres dans le cadre du Conseil du commerce et des technologies (CCT) UE-États-Unis;**
- **mettre au point une stratégie de l'UE en matière de crédits à l'exportation.**

4.2. Coopérer dans le domaine de la recherche et de la technologie

Un grand nombre des technologies nécessaires pour parvenir à une décarbonation complète de l'économie mondiale ne sont pas encore arrivées à maturité ou ne sont pas compétitives par rapport au chauffage et à l'électricité produits à partir de combustibles fossiles. La coopération internationale est essentielle pour accélérer l'innovation et le déploiement des énergies vertes, tout en réduisant leur coût, en particulier en ce qui concerne **les énergies renouvelables et l'hydrogène**. D'autres domaines de recherche essentiels pour une transition fondée sur l'innovation comprennent la mise en place de **réseaux électriques intelligents, cybersécurisés et flexibles, le stockage de longue durée de l'énergie, les matières premières durables, les petits réacteurs modulaires et les carburants durables pour l'industrie et les transports**.

Étant donné que les énergies renouvelables et l'hydrogène ne pourront pas remplacer tous les combustibles fossiles du bouquet énergétique, des absorptions de carbone seront également nécessaires, surtout dans les secteurs industriels où l'électrification ou les solutions à base d'hydrogène ne sont pas rentables. L'UE collaborera avec ses voisins et d'autres pays pour introduire sur les marchés mondiaux des solutions innovantes en matière d'efficacité énergétique à consommation zéro, ainsi que des technologies comme le captage, l'utilisation et le stockage du dioxyde de carbone.

L'UE continuera de soutenir la coopération internationale et les initiatives multilatérales dans le cadre de son approche globale de la recherche et de l'innovation¹⁸. La Commission fournira des ressources pour la coopération internationale au titre d'Horizon Europe, le programme de financement public de l'UE dans le domaine de la recherche et de l'innovation. L'UE renforcera également son interaction avec des initiatives régionales majeures, comme Mission Innovation et la conférence ministérielle sur l'énergie propre, afin de mettre au point les solutions énergétiques vertes de l'avenir.

Actions clés:

- **mettre au point des techniques de séquestration et de stockage du CO₂ en les amenant jusqu'à la maturité commerciale, notamment en collaboration avec la Norvège;**
- **poursuivre le partenariat conjoint à long terme UE-Union africaine pour la recherche et l'innovation dans le domaine des énergies renouvelables et en étendre la portée à l'hydrogène renouvelable.**

4.3. Garantir l'accès aux matières premières critiques

Si l'UE est déterminée à mettre un terme à sa dépendance à l'égard de l'énergie russe, elle est tout aussi résolue à **éviter de nouvelles dépendances à l'avenir**. À mesure que la demande de combustibles fossiles diminue, l'augmentation de la demande de matières premières, y compris de métaux et de terres rares, pourrait donner lieu à de nouveaux défis en matière d'approvisionnement au cours de la transition énergétique. Selon l'étude prospective sur les matières premières critiques pour les technologies et secteurs stratégiques dans l'UE, la demande de matières premières critiques nécessaires dans le secteur de l'énergie à faible intensité de carbone et leurs coûts augmenteront considérablement d'ici à 2050. Dans ce secteur, l'UE dépend essentiellement des terres rares, du lithium, du magnésium, du niobium, du germanium, des borates et du scandium, dont certains ne peuvent être achetés sur le marché intérieur¹⁹.

Afin de continuer à progresser sur la voie de la transition énergétique, les entreprises de l'UE devront s'approvisionner sur des marchés de matières premières tendus ou remplacer ces matières à plus long terme au moyen de nouveaux procédés industriels. Plusieurs solutions sont envisageables pour réduire au minimum la dépendance future de l'UE dans ce domaine stratégique, notamment poursuivre la diversification des chaînes d'approvisionnement mondiales, donner la priorité aux mesures d'efficacité énergétique, encourager les investissements à long terme dans de nouvelles activités minières et de raffinage au sein de l'UE et intensifier les efforts de circularité pour s'assurer que les matériaux restent dans les circuits de l'économie le plus longtemps possible et que les déchets sont recyclés.

La Commission intensifiera les travaux sur l'approvisionnement en matières premières critiques et élaborera une proposition législative. Cette initiative visera à renforcer la chaîne de

¹⁸ Communication sur l'approche globale de la recherche et de l'innovation, COM/2021/252 final

¹⁹ Étude prospective sur les matières premières critiques pour les technologies et secteurs stratégiques dans l'UE, 2020

valeur européenne en identifiant des projets d'intérêt stratégique pour l'Europe dans le domaine des ressources minérales et des matières premières, tout en garantissant un niveau élevé de protection de l'environnement.²⁰

L'UE a déjà conclu des **partenariats sur les chaînes de valeur des matières premières durables** avec le Canada et l'Ukraine. Afin de diversifier encore ses chaînes d'approvisionnement, la Commission s'efforce d'établir de nouveaux partenariats **mutuellement avantageux** dans le domaine des chaînes de valeur des matières premières en **Afrique (par exemple en Namibie), en Amérique latine, dans les Balkans occidentaux** et avec l'**Australie**, par l'intermédiaire d'accords commerciaux ou de protocoles d'accord.

Au moins à moyen terme, l'accès à un approvisionnement bien diversifié en provenance des marchés internationaux sera essentiel pour garantir la résilience. La politique commerciale de l'UE joue un rôle capital à cet égard, en garantissant un accès ouvert à l'approvisionnement et en évitant les distorsions du marché par l'élaboration et la mise en œuvre d'accords commerciaux. Les chapitres des accords de libre-échange (ALE) de l'UE relatifs à l'énergie et aux matières premières jouent un rôle central à cet égard.

Actions clés:

- **établir des partenariats mutuellement avantageux dans le domaine des chaînes de valeur des matières premières avec d'autres pays que l'Ukraine et le Canada;**
- **renforcer la coopération sur les chaînes de valeur des matières premières avec la Norvège dans le cadre de l'alliance verte UE-Norvège;**
- **accroître l'utilisation des instruments de politique économique et commerciale de l'UE pour garantir un accès non faussé aux marchés internationaux;**
- **promouvoir l'efficacité et la circularité des ressources à l'échelle mondiale, notamment au moyen de mesures de conception de produits²¹;**
- **collaborer avec des organisations internationales telles que l'OCDE, l'AIE et l'IRENA sur les chaînes d'approvisionnement des matières premières critiques utilisées dans la transition énergétique.**

5. Jeter les bases du nouveau système énergétique mondial

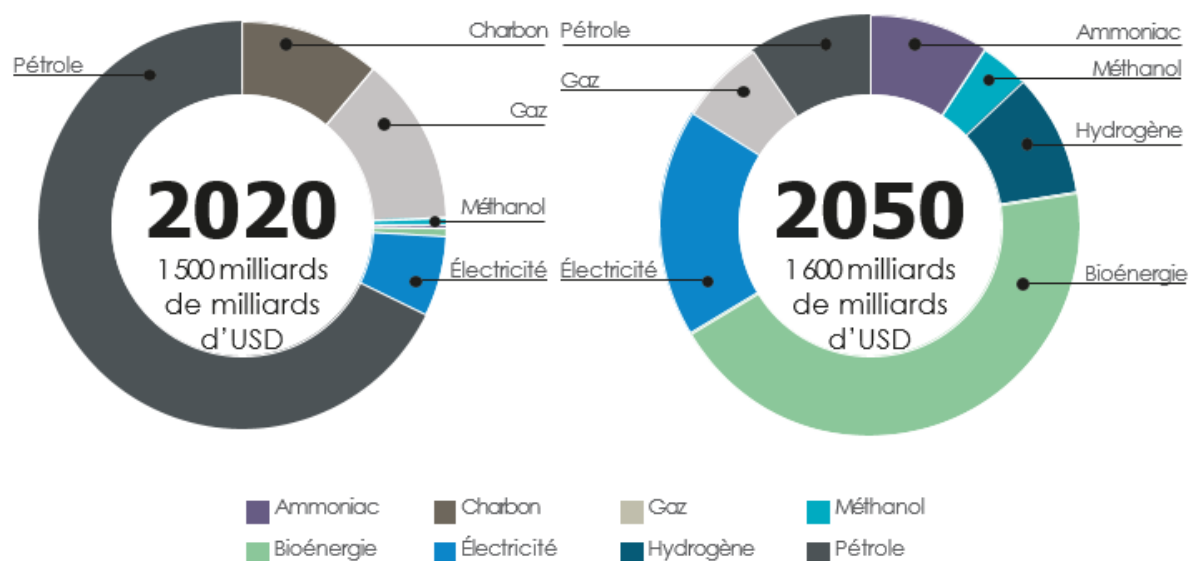
5.1. Renforcer les alliances existantes, nouer de nouveaux partenariats

Le nouveau système énergétique mondial ne consiste pas simplement à remplacer les combustibles fossiles par des énergies renouvelables. Il sera fondamentalement et structurellement différent du système actuel. La collaboration et les partenariats seront essentiels à son bon fonctionnement. Dans ses efforts de concrétisation de la transition

²⁰ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions: Plan REPowerEU, COM/2022/230.

²¹ Mesures prises pour que les produits durables deviennent la norme dans l'UE

écologique mondiale, l'UE sera amenée à établir des contacts, à pratiquer l'écoute et à collaborer avec le monde entier.



IRENA: variations de la valeur commerciale des produits énergétiques de 2020 à 2050

L'UE continuera de se coordonner avec les États-Unis, dont les priorités concordent avec les siennes dans tous les domaines d'action de la politique énergétique. Par l'intermédiaire du Conseil de l'énergie UE-États-Unis et dans les enceintes internationales, l'UE s'efforcera d'apporter des changements positifs au paysage énergétique mondial. Le rythme des relations avec le **Canada** dans le domaine de l'énergie s'est nettement accéléré, sur la base du dialogue à haut niveau existant sur l'énergie.

Tant le **voisinage oriental** que le **voisinage méridional** demeureront essentiels pour l'UE. Les relations avec les pays du partenariat oriental dans le domaine de l'énergie devront être consolidées et réexaminées, tout en restant axées sur la sécurité énergétique durable et la transition vers une énergie verte, conformément aux engagements pris lors du sixième sommet du partenariat oriental en décembre 2021. La résilience, la sécurité énergétique et la transition écologique de l'**Ukraine, de la Moldavie et des Balkans occidentaux** sont liées à celles de l'UE et constituent donc une priorité majeure. La coopération avec la **Turquie** devrait se poursuivre sur la décarbonation, afin de garantir l'alignement du cadre juridique turc sur l'acquis de l'UE, notamment par l'intermédiaire de la plateforme d'investissement pour la Turquie.

Dans le voisinage méridional, une politique énergétique méditerranéenne commune devrait être élaborée sur la base de la déclaration ministérielle de l'Union pour la Méditerranée adoptée en juin 2021. L'UE soutiendra la coopération régionale en Méditerranée orientale et méridionale en ce qui concerne la transition énergétique et en vue de libérer le potentiel des énergies renouvelables. L'UE poursuivra sa coopération en matière de décarbonation, y compris en ce qui concerne les émissions de méthane, avec tous les fournisseurs de combustibles fossiles de la région, notamment l'**Égypte, Israël et l'Algérie**.

L’Afrique est un partenaire essentiel de l’UE. Parallèlement aux objectifs de la politique de coopération, les relations en matière de commerce et d’investissement devraient s’intensifier avec les pays africains, qui tendent à devenir des marchés à croissance rapide pour les technologies de l’énergie verte. Les pays africains peuvent également contribuer à la sécurité énergétique de l’UE, aujourd’hui grâce à l’approvisionnement en pétrole et en GNL et, demain, grâce à l’hydrogène vert et aux carburants renouvelables, ainsi qu’aux matières premières critiques pour la transition vers une énergie verte.

L’UE continuera de travailler avec des partenaires comme la **Norvège, le Japon, l’Australie, le Chili, le Royaume-Uni** et d’autres pays sur la transition énergétique et les priorités d’intérêt mutuel. L’UE négocie actuellement un ALE avec l’**Australie**, futur grand producteur d’hydrogène vert avec lequel le renforcement des liens énergétiques devrait constituer une priorité. Le Chili devrait également devenir un producteur important d’hydrogène vert à l’avenir, ainsi qu’un fournisseur de matières premières critiques comme le lithium.

Dans le cadre du **partenariat UE-Inde sur l’énergie propre et le climat**, l’UE intensifiera sa coopération énergétique avec l’Inde afin de soutenir l’accélération du déploiement des énergies renouvelables au niveau local et la décarbonation rapide de son industrie. L’UE soutiendra des activités conjointes dans les domaines de l’énergie solaire et éolienne en mer et leur intégration au moyen de réseaux intelligents.

L’UE poursuit sa collaboration avec la **Chine** sur la décarbonation, la réforme du marché de l’électricité et l’efficacité et l’efficience du système énergétique. Cette collaboration sera axée sur les systèmes d’échange de quotas d’émission, les systèmes électriques, la modélisation des réseaux, le financement de l’efficacité énergétique et la coopération entre les entreprises.

Comme indiqué dans la **communication conjointe sur le Golfe**²², l’UE travaillera en étroite collaboration avec les pays du Golfe afin de promouvoir la transition vers une énergie verte, y compris par des investissements dans le voisinage méridional. Afin de mieux structurer sa coopération avec le Golfe, la Commission a proposé d’organiser des réunions ministérielles annuelles sur la transition écologique, conjuguées à des initiatives connexes du secteur privé.

L’**Asie centrale** est une région clé riche en ressources. En tirant parti du potentiel de la région en matière d’énergie solaire, éolienne et hydroélectrique, l’UE encouragera les réformes du secteur de l’énergie en Asie centrale et la transition vers une économie à faible intensité de carbone, ainsi qu’une coopération sur les matières premières critiques avec des pays comme le **Kazakhstan**.

5.2. Géopolitique et architecture énergétique mondiale

L’invasion russe de l’Ukraine nous rappelle brutalement que le monde est marqué par d’importantes rivalités géopolitiques et économiques. Si elles ne sont pas contrebalancées, les

²² Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil sur un partenariat stratégique avec le Golfe (JOIN/13/2/2022).

relations entre grandes puissances pourraient devenir de plus en plus conflictuelles et tendre à l'unilatéralisme, donnant lieu à des visions et des stratégies concurrentes.

La transition mondiale vers une énergie verte peut aider l'UE à atteindre ses objectifs géopolitiques généraux, à savoir le renforcement de la résilience et l'autonomie stratégique ouverte. La Commission européenne et le haut représentant promouvoir les objectifs énergétiques de l'UE en renforçant le rôle de la diplomatie énergétique dans la politique étrangère et de sécurité. À cette fin, il sera nécessaire de renforcer les mécanismes de suivi, la prospective et l'analyse des conséquences stratégiques de la transition énergétique mondiale pour les pays partenaires.

Afin de relever efficacement les défis de la transition énergétique mondiale, la communauté internationale doit faire preuve de confiance et de coopération en son sein. L'UE intensifiera son action multilatérale en vue de soutenir ses objectifs et les engagements mondiaux sur la base des principes d'un multilatéralisme fondé sur des règles et efficace énoncés dans la communication conjointe de 2021 relative au renforcement de la contribution de l'UE à un multilatéralisme fondé sur des règles²³. Il est nécessaire d'établir des partenariats renforcés au sein des Nations unies, du G20 et du G7 et d'assurer une coopération plus étroite avec les institutions financières internationales.

Les organisations et forums multilatéraux dans le domaine de l'énergie, tels que l'IRENA, l'AIE, la Communauté de l'énergie, l'Alliance solaire internationale, la conférence ministérielle sur l'énergie propre, Mission Innovation et la Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie, ont tous un rôle essentiel à jouer pour promouvoir la transition énergétique à l'échelle mondiale. Certaines organisations, comme la Charte de l'énergie, ont un besoin urgent de modernisation en profondeur afin de s'aligner sur les objectifs à l'horizon 2050 et l'UE s'y emploie activement. S'il est impossible de réaliser une réforme suffisante du traité sur la Charte de l'énergie, l'UE envisagera le retrait de son adhésion.

L'UE continuera de soutenir une représentation plus inclusive des économies émergentes et en développement dans les institutions internationales. Dans le cadre d'une approche «Équipe Europe», l'UE et ses États membres contribueront de plus en plus à l'orientation des choix et à une prise de décision inclusive par une participation accrue aux organes directeurs des organisations concernées. L'UE devrait également mettre en balance les avantages qu'il y a à renforcer sa présence collective en devenant membre à part entière des enceintes sur l'énergie considérées comme essentielles et stratégiques pour faire progresser le pacte vert pour l'Europe et la présente stratégie.

En outre, l'UE renforcera la coopération au sein des organisations multilatérales et régionales et s'efforcera de nouer un dialogue plus étroit avec l'Union pour la Méditerranée, l'Union africaine et ses agences, l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) ou

²³ Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil relative au renforcement de la contribution de l'UE à un multilatéralisme fondé sur des règles, (JOIN/2021/3 final).

l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) afin de relever les défis communs et de coopérer au niveau international.

Actions clés:

- **assurer un suivi régulier de l'incidence géopolitique de la transition écologique;**
- **procéder à un réexamen de la participation de l'UE aux enceintes internationales dans le domaine de l'énergie qui sont essentielles à la transition énergétique mondiale;**
- **intensifier la diplomatie énergétique dans la politique étrangère de l'UE et de ses États membres.**

6. Conclusion

La politique énergétique mondiale traverse une période critique. Le changement climatique, les mutations géopolitiques, les évolutions technologiques et la hausse de la demande mondiale d'énergie créent un environnement difficile et en rapide évolution qui nécessite une adaptation de nos systèmes et relations énergétiques.

De plus, **l'invasion russe de l'Ukraine a des conséquences importantes sur la sécurité énergétique** non seulement de l'UE, mais aussi du monde entier. Les actions de la Russie ont entraîné une volatilité des prix sans précédent sur les marchés de l'énergie et mis en évidence la nécessité d'établir des partenariats fondés sur la confiance et des objectifs communs à long terme.

La transition vers une énergie verte est le seul moyen de garantir une énergie à la fois durable, sûre et abordable dans le monde entier. Pour que cette transition porte ses fruits, elle doit être socialement juste et équitable, en ne laissant personne pour compte. Il s'agit non seulement d'abandonner petit à petit les combustibles fossiles et les pratiques obsolètes, mais aussi de passer progressivement à des énergies vertes, des technologies innovantes, des marchés de meilleure qualité et une économie circulaire. Il est nécessaire de réduire dès à présent les éventuels risques et dépendances de demain.

La transition donne à l'UE et à ses partenaires l'occasion de construire ensemble **un nouveau système énergétique plus durable, plus égalitaire et plus collaboratif.** La présente communication expose la stratégie de l'UE en vue d'atteindre cet objectif.